

Unité Interdépartementale 25-70-90
Tel : 03 39 59 65 99 - Mobile : 06 58 17 41 47
25000 Besançon

Besançon, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PREVAL HD UIOM

Les Petits Planchants
8 Rocade Georges Pompidou
BP 235
25300 Pontarlier

Références : UID257090/SPR/LT/ 2025 - 0226A
Code AIOT : 0005900530

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement PREVAL HD UIOM implanté 2 Rue des Tourbières 25304 PONTARLIER CEDEX BP 235 25300 Pontarlier. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

La visite a porté principalement sur l'action nationale 2025 "combustion". Dans un contexte de deux contentieux européens sur la qualité de l'air (l'un sur les poussières, le second sur les oxydes d'azote NOx), cette action vise les installations de combustion de moyenne puissance (5-50MW).

D'autres points de contrôles ont porté :

- sur le risque d'explosion de la chaudière contrôlée,
- au niveau de l'UVE, l'assurance qualité des mesures en continu de l'analyseur multi-gaz et

l'évaluation périodique des conditions OTNOC au regard des constats de la visite précédente.

Le référentiel réglementaire comprend :

- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 « combustion » ;
- l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREVAL HD UIOM
- 2 Rue des Tourbières 25304 PONTARLIER CEDEX BP 235 25300 Pontarlier
- Code AIOT : 0005900530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Préval Haut-Doubs est le Syndicat Mixte pour la Prévention et la Valorisation des Déchets Ménagers. Il est composé de 9 communautés de communes et d'un syndicat mixte. Il couvre 60 % de la surface du département du Doubs, plus de 145 000 habitants soit 25 % de la population du Doubs. L'usine de valorisation énergétique (UVE) des déchets ménagers et assimilés (DMA), exploitée par PREVAL HD et opérée par SUEZ R&V Energie assure le traitement des déchets des collectivités adhérentes.

L'inspection s'est rendue au niveau de la chaufferie d'appoint et en salle de supervision.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 31/12/1899, article R. 515-114 et R.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		515-115 et R.515-116	
2	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
3	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
4	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	Sans objet
5	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
6	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
8	Présence contrôle de la flamme	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I point 2.14	Sans objet
9	Détection gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I point 2.16	Sans objet
10	Assurance qualité de la mesure en continu hors Hg	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe II Point 2.2.2	Sans objet
11	Evaluation périodique des conditions OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe II point 3.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets atmosphériques de la chaudière contrôlée sont inférieures aux valeurs limites prescrites.

Suites :

Le livret de chaufferie doit être renseigné exhaustivement.

L'exploitant aurait dû enregistrer son installation de combustion sur le registre MCP. Cette déclaration a été réalisée le 27 février 2025 (preuve communiquée par courriel).

Observations :

La prochaine mesure des rejets à l'atmosphère de la chaudière d'appoint devra être réalisée cette année. Néanmoins, l'exploitant a fait part du changement de chaudière cet été par deux

chaudières de puissance thermique égale à 14 MW chacune. Aussi, le premier contrôle sera à effectuer quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation (article 74 II de l'AM du 3/8/2018 - 2910 enregistrement).

Il convient que l'exploitant s'assure, lors des vérifications de la détection gaz, que l'ensemble de la chaîne de détection soit testé [détecteur-traitement du signal - actionneur].

L'évaluation annuelle et itérative des conditions OTNOC de l'UVE doit se poursuivre.

Il convient que les rapports de l'organisme de contrôle des rejets atmosphériques de l'UVE comporte le descriptif de traitement des fumées en place le jour des mesures externes, ici le traitement par SCR n'est pas mentionné ni inclus sur le synoptique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/1899, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : <i>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne

<p><i>pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</i></p> <p><i>II. Ces informations sont communiquées :</i></p> <p><i>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</i></p> <p><i>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</i></p> <p><i>R.515-115 :</i></p> <p><i>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</i></p> <p><i>R.515-116 :</i></p> <p><i>I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Une chaudière complète l'unité de valorisation énergétique (UVE) raccordée au réseau de chaleur de l'agglomération pontissalienne. Cette chaudière a les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - puissance thermique nominale = 10 MW ; - combustible : gaz naturel depuis 2015 (auparavant au fioul lourd) ; - nombre d'heures de fonctionnement en 2024 : 1643 heures (soit 68 jours). <p>L'inspection a téléchargé le fichier valant synthèse des données recueillies sur le registre MCP : l'enregistrement de l'installation exploité par PREVAL dans le registre MCP n'était pas effective. Ce registre est mis à jour mensuellement en début de mois et publié sous : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</p> <p>Cette déclaration aurait dû être réalisée, dans le cas présent, au plus tard le 31 décembre 2023. Elle a finalement été déclarée post-inspection le 27 février 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux."</p>
<p>Constats :</p>

Le rapport analysé concerne la mesure réalisée le 20 septembre 2023 de 11h à 11h30.

Les concentrations mesurées sont bien ramenées aux conditions normales, sur gaz secs avec correction O₂ à 3 %.

Au regard du point 6.3.4 de l'annexe I de l'AM du 3/8/2018 qui dispose :

«V. - Les mesures [...] sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. », le rapport de l'organisme de contrôle stipule «Fonctionnement en régulation».

L'exploitant a précisé que la chaudière fonctionnait autour de sa consigne de production d'eau surchauffée soit à une température de 107°C ; de fait les mesures ont été réalisées dans des conditions de fonctionnement représentatives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes - P_{totale} > 5 MW>500h/an - Jusqu'au 31/12/2024

Prescription contrôlée :

" I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...]

Polluants SO₂ (mg/Nm³) NO_x (mg/Nm³) Poussières (mg/Nm³)

Biomasse solide : 225/ 525 (5)/ 50

Autres combustibles solides: 1 100 / 550 (10) / 50

Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / -

Fioul Lourd :

P < 10 MW : 1 700/ 550 (9) / 50 (11)

P ≥ 10 MW : 1 700/ 450 (1) (4) (9) / 50 (11)

Autres combustibles liquides

P < 10 MW : 850 / 550 / 50

P ≥ 10 MW : 850 / 450 / 50

Gaz naturel, Biométhane

P < 10 MW :- / 100 (2) (8) /-

P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13)/ -

Gaz de pétrole liquéfiés : 5 / 150 (8) / -

Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)

(1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 550

(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NO_x : 150

(3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 150

(4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NO_x : 500

(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.NO_x : 750

(6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 225

<p>(7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 150</p> <p>(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 225</p> <p>(9) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 600</p> <p>(10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 825</p> <p>(11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100</p> <p>(12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an NOx : 200</p> <p>(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NOx : 120 "</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats mesurés sont comparés aux valeurs limites d'émission (VLE) applicables le jour de la mesure. Il n'est pas mis en exergue de dépassement des valeurs limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOx = 59 mg/Nm3 pour une VLE à 100 mg/Nm3. <p>L'inspection a rappelé que certaines VLE ont été révisées au 1^{er} janvier 2025. Les prochaines mesures devront donc être comparées aux valeurs opposables le jour des mesures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Conformité aux VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité. Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4,6.2.5,6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de la dernière mesure réalisée en septembre 2023 sont inférieures aux VLE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesure périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

« I. L'exploitant fait effectuer [...] **une fois tous les deux ans** pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse. »

Constats :

La dernière mesure a été réalisée le 20 septembre 2023. D'après le livret chaufferie, la précédente a été réalisée le 18 février 2021.

L'organisme APAVE, agence de Mulhouse, a été en charge de ces mesures qui comprennent les paramètres CO, NO_x, O₂, température, vitesse d'éjection et débit.

D'après la recherche sur le site Internet «LABAIR », cette agence est bien agréée pour ce type de mesure.

Les paramètres mesurés sont conformes à la disposition contrôlée : dans le cas présent, les oxydes de soufre et les poussières ne sont pas exigés.

La prochaine mesure devra être réalisée cette année. Néanmoins, l'exploitant a fait part du changement de chaudière cet été par deux chaudières de puissance thermique de 14 MW chacune. Aussi, le premier contrôle sera à effectuer quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation (article 74 II de l'AM du 3/8/2018 - rubrique ICPE 2910 enregistrement). Un porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement devra être produit au préalable à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

« I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.

II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou

<p>conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun dispositif de traitement des fumées n'équipe l'installation. Pour rappel au regard des précédentes mesures, les valeurs limites opposables - au jour des mesures- sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Livret de chaufferie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le livret de chaufferie propre à l'installation de combustion est tenu.</p> <p>L'inspection a fait remarquer de tenir exhaustivement ce livret en y incluant l'ensemble des résultats des contrôles et des opérations d'entretien, à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les opérations de ramonage ne sont pas mentionnées, tout comme les vérifications des détecteurs gaz ; - les résultats des contrôles des mesures des rejets à l'atmosphère ne sont pas reportés quand bien même un feuillet dédié sous forme de tableur est inclus dans le livret.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Présence contrôle de la flamme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I point 2.14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p>
<p>Constats :</p>

En référence au point 2.14 de l'annexe I de l'AM du 3 août 2018, l'exploitant a déclaré que l'appareil de combustion comportait un dispositif de contrôle de la flamme. Un défaut entraîne la mise en sécurité de l'appareil et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

A la demande de l'inspection, un test a été réalisé : après démarrage de la chaudière, le capteur optique assurant le contrôle de flamme a été retiré pour simuler un défaut. La chaudière s'est mise en sécurité avec coupure de l'alimentation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I point 2.16

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'explosion

Prescription contrôlée :

" Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation."

Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, la disposition concernant la LIE de 30 % s'applique à compter du 1er janvier 2024.

[...] Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués. »

Constats :

La société TELEDYNE est intervenue le 28 mars 2024. D'après le rapport d'intervention, 8 capteurs redondants (soit 16 au total) sont recensés avec pour chacun 3 seuils de détection à 10 %, 15 % et 30 % de la LIE . Les actions correspondantes en cas de franchissement de seuil sont respectivement alarme sonore et lumineuse, report d'alarme et fermeture de l'électrovanne. Les alarmes sonores et lumineuses sont reportés au niveau de l'armoire présente en salle de supervision

La prestation porte sur le contrôle des installations de détection gaz. En commentaires du rapport, il est précisé aux voies 4 et 5 « Prévoir remplacement capteur lors de la prochaine visite. [...] nettoyage régulier des capteurs est à faire à cause des poussières». Ce rapport conclut au bon fonctionnement de l'installation.

Les voyants lumineux au niveau de l'armoire susvisé permettent de connaître le niveau

d'empoussièrement et donc de déclencher une action de nettoyage.
La fréquence de ce contrôle est annuelle.
Ce même rapport stipule « <i>test des asservissements : non réalisé à la demande du client</i> ».
L'inspection s'est rendue en salle de supervision : la centrale de détection gaz était en service, sans seuil franchi, seul un capteur faisait état de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient que l'exploitant assure lors des vérifications de la détection gaz que l'ensemble de la chaîne de détection soit testé [détecteur-traitement du signal - actionneur].
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Assurance qualité de la mesure en continu hors Hg

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe II Point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : <i>" Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. "</i> (1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181 (NdR : NF EN 14181 : QAL1, QAL2, QAL3 et AST, NF EN 15267-3 : QAL1 et QAL3)
Constats : <u>N.B :</u> Les appareils de mesure en continu (AMS) doivent répondre à des exigences de performance et de contrôle qualité décrites dans les normes auxquelles renvoie l'arrêté ministériel. - QAL1 : certification de l'appareil de mesure en continu en vue de vérifier sa conformité à l'exigence d'incertitude - QAL2 : tests opérationnels pour évaluer la bonne mise en œuvre des appareils de mesure en continu, étalonnage des appareils de mesure en continu par comparaison à une méthode de référence normalisée, et détermination de la variabilité de l'appareil pour valider son aptitude à l'emploi après installation sur le site (c'est-à-dire que l'appareil est apte à mesurer avec une incertitude conforme aux exigences réglementaires) - QAL3 : vérification de la dérive des appareils dans le temps - AST : test annuel de surveillance de l'AMS pour s'assurer que la fonction d'étalonnage est toujours valide, et que l'aptitude à l'emploi est maintenue. -->> Le contrôle porte uniquement sur l'AMS (et son secours) des polluants Nox, poussières, CO, NH3. Le deuxième AMS du site, dédié au mercure (Hg) a fait l'objet d'un contrôle lors de la visite du 19 juillet 2024. <u>QAL1 :</u> L'appareil AMS multi-gaz a été certifié le 3 mai 2021 pour une durée de 5 ans.

AST : le dernier contrôle annuel a été réalisé par CME environnement le 21 novembre 2024. Le rapport a été produit le 10 février 2025. Il est conclu que les deux tests de variabilité et d'étalonnage sur l'AMS titulaire et sur l'AMS redondant sont conformes. L'étalonnage reste valide.

QAL2 : Les tests opérationnels, d'étalonnage et validation de l'automate d'autosurveillance ont été réalisés par CME environnement **du 16 au 18 octobre 2023**. Les indices de corrélation sont supérieurs à 0,9 et sont donc jugés satisfaisants. Les tests de variabilité sont conformes. Les coefficients directeurs des droites d'étalonnages sont compris entre 0,9 et 1,2 sauf pour les poussières avec un coefficient de 0,14.

Le rapport conclut à la conformité en référence également aux résultats des tests de variabilité.

Sur la base de la dernière capture d'écran du logiciel de surveillance/mesure en continu, les coefficients des droites d'étalonnage pour les paramètres NOx et NH3 pris par sondage définies dans l'AMS sont conformes au QAL2.

La norme XP X43-132 (1) de juillet 2023 dispose à son chapitre 6.1 « *Il convient de s'interroger sur la nécessité de refaire un contrôle QAL2 ou AST dans un délai de 6 mois **après tout changement majeur** :*

- *de fonctionnement de l'installation qui pourrait modifier la composition de la matrice et avoir un impact sur la réponse de l'AMS ;*

- *sur l'AMS (ISO 6.1 de la NF EN 14181) qui pourrait influencer la réponse de l'AMS ; l'exploitant peut s'appuyer sur l'organisme en charge de la maintenance de l'AMS ou sur le laboratoire réalisant les contrôles QAL2 et AST pour évaluer le risque d'impact sur la mesure.*

Le rapport produit par CME suite à la procédure QAL2 ne stipule pas le traitement des fumées par le catalyseur pour les oxydes d'azote de type « SCR ».

L'avis de l'inspection est que la mise en place de la SCR est à considérer comme une modification de la composition de la matrice car elle a un impact sur les valeurs observées sur au moins les paramètres NOX et NH3.

L'opérateur a confirmé que la procédure QAL2 a bien été réalisée après la mise en service du traitement des fumées avec SCR, ce catalyseur ayant été opérationnel fin septembre 2023.

QAL3 : un contrat a été conclu avec le fournisseur des AMS (Envea) pour la réalisation de la procédure QAL3 à fréquence trimestrielle. Le protocole qui inclut à la fois l'analyseur multi-gaz et l'analyseur mercure (Hg) a été présenté en séance.

Le protocole n'est toutefois pas assez explicite pour connaître les gaz étalons utilisés et/ou les matériaux de référence.

Le premier QAL3 est d'ores et déjà programmé en mars 2025. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection ce premier rapport.

(1) Émissions de sources fixes - Assurance qualité des systèmes de mesure automatique - Compléments pour l'application des normes NF EN 14181, NF EN 13284-2, NF EN 14884 et NF EN ISO 16911-2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que les rapports de l'organisme de contrôle pour la mesure de court terme comporte le descriptif de traitement des fumées en place le jour des mesures, ici le traitement par SCR n'est pas mentionné ni inclus sur le synoptique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Evaluation périodique des conditions OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe II point 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire."
<p>Constats :</p> <p>Les constats effectués lors de la visite du 19 juillet 2024 avaient permis de confirmer la mise en place de la définition des conditions autres que normales (OTNOC), avec un total de neuf conditions spécifiques à l'UVE de Pontarlier.</p> <p>Une évaluation périodique sous forme de retour d'expérience et d'amélioration continue doit être réalisée au moins annuellement en application du point 3.5.2 de l'annexe 3 de l'AM du 12/01/2021 susvisé.</p> <p>Cette évaluation a été réalisée et présentée par l'opérateur. Au 31 décembre 2024, le compteur comptabilise 246 heures de fonctionnement en période OTNOC pour une valeur limite fixée à 250 heures. Ces conditions OTNOC ont principalement été rencontrées au 1^{er} semestre 2024, période de prise en main des nouvelles installations suite à la modernisation de l'UVE (dont SCR). Deux conditions OTNOC présentant 91h et 154h sont les causes principales d'indexation. La modification de la régulation d'injection de bicarbonate en juin a permis de réduire la condition « marche four+ bypass SCR » tout comme la mise en place de la guillotine.</p> <p>Pour 2025, une prévision entre 150 et 200 heures de conditions OTNOC est estimée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'évaluation annuelle et itérative des conditions OTNOC doit se poursuivre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

